

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 4 MARS 2025

Sylvain BRIÈRE, Président de séance remercie les présents pour leur participation et propose, en ouverture de l'assemblée générale, 1 minute de silence en hommage à Pierre LARGESSE Vice-Président de notre IHS, décédé le 26 novembre dernier. Il souligne l'importance de notre coopération avec l'IHS National en saluant la participation de Daniel VATANT Secrétaire de l'IHS CGT national.

Jacky MAUSSION présente [le rapport moral et d'activité.](#)

Pascal LAMOTTE Trésorier présente le bilan financier de 2024 et indique qu'il met à disposition tous les éléments comptables.

Germain NARZIS Président de la Commission financière et de contrôle indique que la complexité des écritures comptables rend les opérations de contrôle compliquées et souhaite une simplification de la comptabilité. Il donne quitus au trésorier.

Sylvain BRIERE présente la modification des statuts.

Une discussion s'ensuit sur le rôle et la composition de la CFC, sur le retour au fonctionnement antérieur quant au remboursement des frais kilométriques.

Jacques DEFORTESCU souligne que l'année prochaine sera le 30^{ème} anniversaire de l'IHS CGT 76 et du Fil Rouge n°1 et donc il faut se préparer à célébrer cet anniversaire. Sur le règlement intérieur, il s'interroge sur le fait que le conseil scientifique n'y figure plus et sur l'opportunité de le remettre en place.

Daniel VATANT souligne que l'IHS CGT 76 s'investit toujours dans toutes les initiatives nationales. L'IHS participe également régulièrement au salon du livre d'histoire sociale ainsi qu'aux journées d'étude organisées par l'IHS national. Il informe que pour les 130 ans de la CGT, l'IHS est chargé de la réalisation d'un livre qui doit sortir avant le 13 juin (et d'une exposition) 130 ans, 130 luttes, 130 militants.

L'IHS CGT 76 a proposé 12 portraits de militants, tous ne pourront être retenus, pour l'heure il y aurait Jules Durand, Henri Gautier (grève des métallos 1922), Denise Champagne (fermeture éclair), Jean-Maurice Robert (Festival du Livre), un collectif des sans-papiers. Les portraits non retenus seront édités dans la lettre électronique à raison de 1 ou 2 par lettre

Pierre LEBAS rappelle qu'entre autres initiatives il y aura en février 2026 l'anniversaire du décès de Jules DURAND. Il fait part de la rencontre avec la FNDIRP (Fédération Nationale des

Déportés Internés Résistants et Patriotes) qui fait un travail sur la capitulation en 1945 et souhaiterait que nous puissions avoir des initiatives communes. Pierre insiste sur la nécessité de notre présence aux congrès de syndicats, UL, etc. d'autant que notre CA s'est élargi.

Les rapports sont soumis au vote:

- Le rapport moral est adopté à l'unanimité des présents
- Le rapport financier est adopté à l'unanimité des présents moins 1 abstention
- La modification des statuts est adoptée à l'unanimité des présents moins 1 abstention
- Le règlement intérieur est adopté à l'unanimité, mais la question du conseil scientifique devra être mise à l'ordre du jour du prochain CA

Le Conseil d'Administration est élu à l'unanimité.

La séance est close à 16 h 30

Assemblée Générale IHS Sotteville 4 mars 2025

Assemblée Générale IHS Sotteville 4 mars 2025

Rapport moral et d'activités

Jacky Maussion

Sensiblement à la même période, lors de notre dernière Assemblée Générale, nous avons publié le dernier article de Pierre Largesse dans notre revue « Le fil rouge ». Le titre sous forme d'interrogation : « Elbeuf plus rouge que Louviers ? » renvoyait à une analyse remarquable sur les déterminations électorales différentes dans une même industrie implantée dans deux lieux géographiques éloignés seulement de quelques kilomètres. Cet article, Pierre Largesse l'a rédigé dans sa quatre-vingt-seize année, l'art de vieillir, en quelque sorte, en cultivant la résistance jusqu'au bout.

Ce numéro de notre Fil rouge marquait aussi la fin d'une époque. Depuis, nous avons inauguré une nouvelle formule. Les avis sont partagés, elle se veut plus moderne, mais continue de nous poser quelques difficultés notamment dans le traitement des photos et des documents d'archives qu'il est toujours important de faire partager dans la clarté. Le premier numéro de cette nouvelle formule traitait de la « TRT, histoire d'usine dans la vallée du Cailly ». Ce dossier, rédigé par André Delestre, reprend ce qu'a été la TRT (Télécommunications, radioélectriques et Téléphonies), usine implantée à Déville-lès-Rouen et disparue il y a 20 ans. Il s'agissait du numéro 80, et notre souci devient, après la somme des articles publiés depuis 25 ans, de ne pas tomber dans la répétition,

même s'il s'avère quelquefois qu'il peut être utile de reprendre une étude déjà publiée sous un autre angle au regard de l'actualité. Ce numéro traitait également de l'exposition réalisée par les anciens des Papeteries de la Chapelle à Saint Etienne du Rouvray, et aussi du livre d'Alain Alexandre, adhérent de notre Institut, sur la ville de Maromme, cité industrielle de la vallée du Cailly.

L'année dernière correspondait au 110^{ème} anniversaire du début de la première guerre mondiale. L'évènement, contrairement aux commémorations de 2014, n'a pas fait l'objet d'initiatives particulières. J'avais à l'époque, rédigé un texte qui avait l'objet de plusieurs conférences théâtralisées sur le thème : « Le mouvement ouvrier en Seine-Inférieure durant la première guerre mondiale ». Nous n'avions jamais publié ce texte, c'est maintenant chose faite. Ce numéro mettait aussi en exergue la publication de notre brochure « La lutte de la CGT pour la liberté et le progrès social en Seine-Inférieure, 1939-1945 ». Le texte que nous avons publié revient avec minutie sur les conditions de vie et de travail sous l'occupation ; les conditions de vie et de travail sous l'occupation ; les conditions dans lesquelles s'exerce l'engagement syndical dans la clandestinité ; la Libération ; le Comité départemental de la Résistance ; le congrès unitaire de la reconstruction en 1946. Un texte qui met en évidence, quelles que soient les difficultés et les dangers, l'attitude constante des militantes et des militants de la CGT durant cette période : l'attachement viscéral à l'union et la défense de toutes les revendications des salariés. Cette brochure aurait pu avoir une diffusion modeste et éphémère, mais elle continue de susciter encore aujourd'hui et pour longtemps encore, nous l'espérons, un peu d'intérêt. Dans le même esprit nous avons choisi dans le foisonnement de livres édités sur les résistants de l'Affiche Rouge de souligner l'intérêt de l'ouvrage de Gérard Streiff : Missak et Mélinée Manouchian, préfacé par Didier Daeninckk. La tentation était trop grande de titrer : « Entre ici Manouchian » référence explicite au discours d'André Malraux lors de l'entrée au Panthéon de Jean Moulin. Dans le numéro suivant, nous avons aussi parlé du livre de Sophie Binet, « Il est minuit moins le quart », il y a quatre vingt ans dans une France vaincue par l'Allemagne nazie le Conseil National de la Résistance inventait une société nouvelle. Autant de sujets qui percutent l'actualité. Nous avons tenu, sous forme de clin d'œil à souligner la parution de l'ouvrage « EPR Flamanville : un chantier sous pression » initié par le Comité régional CGT de notre région. Ce livre arrive à point nommé au moment ou un autre chantier, celui de Penly, situé dans l'agglomération de Dieppe, pose ses premières pierres. Durant plus d'une décennie, ce chantier pas comme les autres, a fait l'objet de controverses,

d'oppositions, et de remise en cause de sa pertinence et de son utilité. D'où sans doute, l'importance de cette publication qui fait office d'un retour d'expérience, dont tous les acteurs de ce projet devraient s'inspirer.

Nous avons enchaîné sur un sujet complètement différent avec le 50^{ème} anniversaire du paquebot « France » et la construction et réparation navale en Seine-Maritime. Une publication qui s'appuie, sur un travail collectif réalisé au Havre durant plusieurs mois, qui a fait l'objet d'une exposition et de la publication d'un catalogue. Je vais y revenir. Cette exposition, en effet, va continuer sa route et prendre le chemin dans plusieurs villes de notre département qui ont aussi, été marqué, par ce fleuron de l'industrie et dont l'histoire continue de s'inscrire au présent. Sans oublier dans un autre registre l'inauguration de la rue André Babin à Saint-Etienne-du-Rouvray. Plus d'une centaine de camarades étaient présents pour l'occasion. Signe du grand, écrit Sylvain Brière qui a pris la parole au nom de notre Institut, le voile qui qui dissimulait son nom n'a pas attendu, la bise très froide d'avril s'en est chargée, précédent ainsi et au mieux l'évocation du fil de son parcours militant.

J'ajoute que nous avons publié une brochure à l'occasion du 80^{ème} anniversaire de la Libération. Celle-ci détaille les conditions dans lesquelles les militants de la CGT dans notre département ont participé à la Résistance, à la Libération, et à la reconstruction du pays. Cet ensemble de plusieurs textes couvrent toute cette période jusqu'au congrès de l'Union départementale en 1946. Elle pourra suivre son chemin à l'occasion de la commémoration du 8 mai 1945.

Dernier numéro avant celui qui sera publié après notre Assemblée Générale, Le train Dieppe/Gisors/Paris l'histoire d'une lutte rédigée par André Delestre, qui se poursuit. ET pour ne pas être en reste avec les cheminots, le drame au dépôt SNCF de Sotteville-lès-Rouen du 5 septembre 1942, rédigé par Sylvain Brière. Nous avons également rendu compte de notre participation à l'inauguration d'une plaque commémorative « Jules Durand » à Rouen, de l'exposition sur « La fermeture Eclair » (1924-1989) à Petit-Quevilly, par Michel Croguennec archiviste de la ville et adhérent de notre Institut. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette initiative. J'en profite pour signaler son ouvrage sur l'Histoire du gaz en Normandie.

A partir de notre revue le Fil rouge, on peut dresser un panorama de nos activités. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut aussi parler de notre lettre, de notre site, qui régulièrement, outre le contact avec nos adhérents, les

organisations de la CGT, donnent à voir l'ensemble de nos activités et de nos interventions.

Depuis des années, nous nous interrogeons sur la diffusion de notre revue, son impact, avec ce constat toujours un peu amer que nous dépensons beaucoup d'énergie pour un maigre résultat.

Je crois qu'il faut s'interroger sur notre cible prioritaire : les syndiqués et les syndicats. Nous avons entrepris une réflexion sur ce sujet avec la direction de notre Union départementale. Cela fera l'objet d'un débat à l'une des réunions de la commission exécutive. L'objectif est d'abonner tous les syndicats au fil rouge. Nous avons ainsi, pour la première fois, envoyé notre revue aux 250 bases organisées de la CGT dans notre département. Reste à mener une bataille de conviction, de contacter le maximum de syndicats afin d'expliquer l'intérêt pour tous de disposer d'une revue qui participe à la formation et à l'éducation syndicale des militants.

C'est vrai que nous ne faisons pas tout bien et que nous avons des insuffisances. Nous sommes comme une équipe de rugby. Nos règles sont étranges : pour aller de l'avant, il faut toujours regarder en arrière. C'est comme l'histoire, connaître son passé, c'est s'éviter de refaire les mêmes erreurs. Oui, notre IHS, c'est une équipe de rugby, on regarde derrière pour avancer.

Parler de l'actualité sociale et politique est devenu un exercice surréaliste qui met les nerfs à rude épreuve car il révèle la folie de ce monde où une information totalement énorme le lundi est oubliée le vendredi. Il nous donc éviter d'être consensuel si nous ne voulons pas passer à côté de l'essentiel.

Dans l'automobile, la chimie ou la grande distribution, et dans bien d'autres branches, les licenciements se succèdent. La CGT évoque des centaines de milliers d'emplois. Pourtant malgré l'échec patent de sa politique, le gouvernement accélère : le temps de travail devrait augmenter, le nombre d'agents diminuer dans plusieurs services publics. Au parlement, une majorité très relative enfermée dans ses dogmes, défend encore et toujours, les allègements de cotisations sociales.

Les élus de droite et de l'extrême centre, toutes tendances confondues, comme ceux de l'extrême droite, s'acharnent à exiger d'abaisser ce qu'ils nomment le *coût du travail* (les salaires et la protection sociale) au nom de la compétitivité, au risque d'assécher les ressources de la Sécurité sociale et le financement des retraites. Leur obsession consiste à désagréger ce qui reste de *l'Etat social* qui

contribue à la cohésion nationale et au recul des inégalités. Haro sur l'Etat qui contrôle, par exemple, le respect des normes dans le travail, des normes écologiques dans la fabrication, celui qui réprime la fraude et l'évasion fiscale.

Les entreprises qui reçoivent à fonds perdus des aides et des subventions conduisent leurs propres stratégies : elles délocalisent, sous-traitent, évacuent les salariés âgés et intensifient le travail de ceux qui restent. La pression s'accroît sur les fonctionnaires, boucs émissaires faciles du manque de dysfonctionnements politiques. Au parlement, le *bloc bourgeois* martèle que des économies sur le budget de l'Etat comme sur celui de l'assurance-chômage doivent compenser les aides aux entreprises, les baisses d'impôt, et les cadeaux fiscaux aux plus riches.

Dans ce contexte, les incitations au compromis ne manquent pas. Il faudrait rapprocher les points de vue et se mettre d'accord. Sur quoi ? Bernard Arnault, les grands patrons, les milliardaires, ont donné la réponse : sur tout ce qui reste en dehors d'une vraie rupture avec les décisions politiques qui ont conduit à la situation que nous vivons. Pas question de toucher aux boursicoteurs, pas question d'abroger la « réforme » des retraites, pas question d'augmenter le SMIC, pas question d'une véritable justice fiscale. Les militants syndicaux de la CGT savent, par expérience, ce que signifie un compromis. Le compromis n'a jamais consisté à accompagner un recul social. Ils ne sont pas de ceux qui considèrent que le gouvernement leur fait déjà beaucoup de bien lorsqu'il ne leur fait pas trop de mal.

La situation internationale, avec notamment l'élection d'un président d'extrême droite, dessine une stratégie globale cohérente pour imposer un nouvel ordre mondial autoritaire. Là aussi, il convient de décrypter et d'aller à l'essentiel pour ne pas perdre pied.

Au-delà du comportement du personnage et de ses méthodes peu conventionnelles, c'est une cohérence diplomatique qui commence à se dessiner. Trois traits peuvent être distingués.

Le premier tient à l'imposition de l'unilatéralisme. En somme, le président de la principale puissance mondiale décide seul et discute, dans un déséquilibre de forces évident, avec chacun des interlocuteurs concernés et soigneusement isolés. Donald Trump prétend ainsi régler la guerre en Ukraine sans associer les pays européens et /ou l'Union européenne. Même l'Otan est ravalé au rang de simple exécutante : les pays membres (au nombre de 32) devront envoyer des

soldats sur place, dans le cadre d'une *mission hors Otan*. On ne parle même plus de l'ONU, pourtant clé de voute de l'architecture des relations internationales dessinée après la Seconde Guerre mondiale, condamnée à l'inaction.

Même l'Ukraine n'a pas voix au chapitre dans une *négociation* qui l'intéresse pourtant au plus point, puisqu'elle concerne son intégrité territoriale. En position de faiblesse l'Ukraine paie peut-être deux fois l'addition de l'agression russe avec des territoires perdus au bénéfice de Moscou et avec des terres rares et riches en minerais concédés aux Etats-Unis n contrepartie du maintien d'une aide économique et militaire. Une forme de racket diplomatique que Donald Trump ne prend même pas soin de déguiser.

Donald Trump décide seul...et les autres exécutent, c'est la deuxième caractéristique. Les Etats-Unis indiquent le cap, mais ne veulent ni cambouis ni sang sur les mains. Les autres pays sont donc *invités* à en assumer les conséquences. Au moyen Orient, l'Egypte et la Jordanie, deux alliés des Etats-Unis, sont priés d'accueillir 2 millions de Gazaouis, faute de quoi Donald Trump les frapperait au portefeuille. Si aucun GI n'était envoyé sur les rives du Méditerranéen, il faudrait bien une force capable de s'assurer de la désertification du lieu. L'armée israélienne apparait ici comme le sous-traitant *naturel* de cet exil forcé de plus de 2 millions de personnes. Aux confins orientaux de l'Europe, c'est l'UE, qui, sans avoir voix au chapitre, apprend un beau matin que l'adhésion de l'Ukraine fait partie du *deal*.

Donald Trump décide seul, les autres exécutent...mais toujours au bénéfice des forces réactionnaires. Benjamin Netanyahu et Vladimir Poutine, tous deux visés par un mandat de la Cour pénale internationale, font figure de grands vainqueurs du retour du milliardaire dans le bureau Ovale. Jouant des muscles de la puissance américaine, Donald Trump tente d'offrir sur un plateau Gasa (et bientôt la Cisjordanie) à Benjamin Netanyahu et la Crimée et le Dombass à Vladimir Poutine.

S'appuyant sur une rhétorique *pacifique*, qui rencontre un écho majoritaire dans son propre pays, *vacciné* des aventures guerrières, il donne l'illusion des sortir des guerres, mais en préparant un monde plus injuste. D'un côté il assume de se livrer à un crime contre l'humanité que constitue un déplacement forcé de population. De l'autre, il propose d'acter, donc de valoriser, la politique de la force et du fait accompli. Dans les deux cas, le droit international est piétiné, les *règles* communes, souvent mises à mal dans le passé, carrément dépecées.

A défaut de s'envisager de nouveau comme le gendarme du monde, notion qui implique une mobilisation militaire directe, le président nationaliste veut clairement *gendarmer* le monde, s'appuyant sur la menace de ses bras armés (la prédominance économique avec un quart du PIB mondial et la plus imposante armée du monde) afin d'imposer ses diktats et , in fine, une sorte de nouvel ordre mondial où la force primera sur le droit et où l'internationale réactionnaire, l'extrême droite, dictera le tempo.

Nous constatons que la peste brune a envahi l'Europe depuis des années. Une peste qui a tendance à devenir de plus en plus contagieuse. L'Europe, et les politiques qu'elle mène, sont un puissant accélérateur de l'extrême droite. Originellement constituée autour de valeurs de paix et humanistes, l'Europe voit ses mots désormais remplacés par libre-échange, concurrence, guerre commerciale...

Le dumping social est en train de faire exploser l'Europe, et pousse des millions de gens dans les bras de l'extrême droite, voire vers des organisations politiques ouvertement fascistes. Aujourd'hui, celles et ceux qui ont le vent en poupe ont au cœur de leur idéologie, la construction de murs de protection et une politique anti-migrants. Enfin, en validant à tour de bras des traités de libre-échange – qui mettent en danger non seulement l'avenir de la planète, mais aussi la santé de millions de personnes – sans jamais consulter les peuples, l'Europe favorise l'émergence des mouvements identitaires.

Il y a urgence à sortir du duo mortifère : « *Avec d'un côté l'acharnement des gouvernements ultralibéraux à poursuivre les mêmes politiques, alors que les peuples sont contre, et de l'autre, les ultranationalistes xénophobes et racistes qui mènent le combat pour le capital sur le terrain du nationalisme* ». Le combat contre l'extrême droite doit être mené aussi à l'échelle européenne, ce niveau n'est pas secondaire, il y a urgence à construire une réponse progressiste à l'échelle européenne. L'idée de solidarité en Europe peut disparaître. L'intérêt historique du mouvement ouvrier passe obligatoirement par une réponse de progrès internationaliste. Il faut une réponse qui écarte les deux mâchoires, celle du libéralisme et celle de l'extrême droite.

La CGT a publié de nombreux textes sur la nature et le danger que représente l'extrême droite dans notre pays. Nous intervenons régulièrement sur le sujet.

Un parti capable de gagner huit millions de voix en vingt ans ? Voilà qui interroge. Quelle est sa recette ? Et en quoi consistent ses ingrédients

idéologiques ou sociologiques ? Sur ces sujets comme sur tant d'autres pas moins de 210 livres ont été publiés entre 1980 et 2017, et le flot ne s'est pas tari.

Le vote en faveur de l'extrême droite dans certains territoires, est devenu une sorte de norme – non pas une déviance, un geste honteux dont il faudrait se cacher, mais un acte que l'on peut revendiquer, une fierté. Ainsi signifie-t-on qu'on n'est pas un *assisté*, un *fainéant*, bref de *ceux qui profitent du système*.

Force est de constater que les questions économiques et sociales, pourtant au cœur des préoccupations, ont disparu des débats, au profit notamment des faits divers. Une logique concurrentielle entre les classes populaires s'est installée. On cherche, par exemple, à se distinguer par rapport à ceux qui sont au-dessus ou en dessous de nous, ceux qui ne travaillent pas : les bénéficiaires du RSA, « *les cassos* » (contraction péjorative pour cas sociaux). Tout se passe comme si la lutte des classes avait tendance à s'estomper au profit d'une représentation du monde et de la société de *parasites* en haut et en bas accrochée à la colonne vertébrale du racisme et du rejet de tout ce qui est différent ou qui vient d'ailleurs.

La question du travail dans la vie des gens semble très importante. On disait beaucoup, il y a dix ans, que le vote en faveur de l'extrême droite était un vote de colère. Là, les gens qui ont de petits moyens ont peur de tomber plus bas. On voit aussi que travailler coûte cher : il faut payer l'essence, la voiture, la garde des enfants. Il y a un sentiment plus large lié à l'évolution de la structure économique et sociale. La possibilité d'une ascension sociale s'est effondrée. Les métiers dits de « *première* » et « *deuxième ligne* » ne sont pas reconnus. C'est très mal vécu. Marine Le Pen s'est posée en porte-parole des sans-grades. Et elle est devenue audible sur les sujets sociaux. Elle a réalisé le tour de force d'attirer des gens qui ne se définissent pas comme racistes. Et quand d'autres reprennent son discours, l'uniforme à l'école ou la submersion migratoire, par exemple, ils s'inscrivent dans les pas du Rassemblement National et le légitime. Cet accommodement avec les idées de l'extrême droite traduit un vide idéologique et une incapacité à proposer un autre récit. Mais le vote en faveur en sa faveur reste fragile, c'est un parti attrape-tout qui concentre beaucoup de contradictions, avec un électorat très dépolitisé. C'est l'une des raisons pour laquelle il faut remettre en permanence la question économique et sociale au cœur des débats.

Une question rappelée récemment dans la presse syndicale avec les 10 chantiers de la CGT : retraites ; salaires ; Sécurité sociale ; énergie ; logement ; services publics ; immigration ; environnement ; emploi ; assurance-chômage.

J'ai évoqué la nécessité de proposer, à propos de l'extrême droite, un autre récit, dit autrement la nécessité de proposer une perspective à gauche crédible et mobilisatrice. Même si nous n'y sommes pas indifférents il n'est pas dans nos attributs de porter une appréciation sur les débats actuels entre les partis de gauche. Je me contenterai donc de quelques rappels. Historiquement, les partis de gauche ont été moins unis que divisés. Et les unions étaient provisoires.

Si on emploie le mot « *gauche* » en ne parlant pas des partis, le peuple, ceux qui votent à gauche, ont quelque chose en commun (notions de liberté et d'égalité, auxquelles s'est ajoutée la fraternité avec la révolution de 1848 ...idéologie fondée elle-même sur trois idées : la raison en marche, la rationalité, le progrès et enfin la République.

Le sociologue et philosophe Edgar Morin affirme que pour se reconstruire, une pensée de gauche doit d'abord partir de l'union des sources qui ont été au début, liées et qui se sont séparées. Puister affirme-t-il à la source libertaire qui signifie l'individu, penser à l'épanouissement de l'individu. Il faut renouer avec la source socialiste. Son but est que la société soit meilleure. La source communiste : il faut la fraternité communautaire. Et il faut ajouter, enfin, la source nouvelle de l'écologie, qui invite à des rapports nouveaux entre les humains et la nature.

La gauche reste aujourd'hui encore pénalisée par le double échec du soviétisme et de la social-démocratie. Elle se mobilise dans la rue et au parlement, mais elle n'a pas retrouvé l'élan d'une vision émancipatrice partagée, comme celle qui stimula le mouvement ouvrier historique. Elle a des propositions, mais on ne voit pas le projet qui les sous-entend. Or, la colère sans l'espérance peut se muer en découragement, puis en ressentiment.

A ce jour, la gauche n'a pas regagné les catégories populaires, l'abstention s'incruste et la tentation de l'extrême droite prospère.

Rien de positif ne peut advenir si la gauche est engluée dans un petit tiers des suffrages exprimés, si elle ne sait pas se rassembler dans le respect de sa diversité, si elle n'offre pas une perspective politique solide aux mécontents et si elle n'appuie pas cette perspective sur un projet lisible pour la France.

La gauche a toujours été polarisée entre l'hypothèse de la rupture avec l'ordre aliénant du capital et le choix de l'accommodement pour améliorer les choses sans attendre. Si l'objectif de chaque pôle est la destruction de l'autre, il n'y a pas de majorité possible.

Quant à l'expérience, elle a montré que, lorsque l'esprit de rupture est minoré, l'accompagnement tourne à la capitulation à l'image d'une social-démocratie engluée dans le social-libéralisme. On peut donc tout faire pour qu'un parti pris de rupture donne le ton sans jamais oublier que le concours de toute la gauche est l'horizon nécessaire des majorités à venir.

Si nous avons évoqué brièvement le bilan de notre activité ces derniers mois, il convient aussi de mettre en exergue nos projets. Vous le savez, notre organisation syndicale née au congrès de Limoges en 1895 existe depuis 130 ans. Une vieille dame, disait déjà, il y a quelques décennies Benoît Frachon, qui ajoutait, certains ne l'aiment pas mais tous la respectent. Ce n'est pas la citation exacte, mais l'esprit est respecté. Il n'y a rien de nostalgique derrière ce propos, au contraire. La Confédération Générale du Travail reste une belle idée, une belle opportunité pour toutes et tous ceux qui sont attachés au progrès social et à la transformation sociale de la société. Au niveau national, l'IHS a imaginé le projet de permettre à comprendre et à apprécier cette histoire, en dressant le portrait de 130 militantes et militants qui donne à voir les différentes sensibilités et les motivations de celles et de ceux qui ont fait la CGT, qui continuent à la faire vivre, aujourd'hui et pour longtemps encore. Une exposition est prévue accompagnée de la publication d'un livre.

Nous nous sommes inscrits dans cette démarche. Nous avons essayé de respecter l'esprit, le fond et la forme. Pour la forme, on n'a pas toujours été très disciplinés.

Nous avons rédigé 12 articles : Rosa Leroy, première présidente d'un syndicat avant même la naissance de la CGT. Elle fut la dirigeante du syndicat de la Manufacture des tabacs à Dieppe ; Jules Durand, secrétaire du syndicat des ouvriers dockers charbonniers au Havre, condamné à mort en 1910, devenu emblématique de la répression syndicale et de la violence de classe ; Henri Gautier, l'un des animateurs de la grande grève des métallos du Havre en 1922, devenu l'un des dirigeants de la Fédération de la métallurgie, résistant, déporté ; Louis Eudier, secrétaire général de l'Union locale du Havre et la première occupation d'une usine en 1936 à l'usine Bréguet, résistant et déporté ;

Germaine Goujon, dirigeante de la CGTU, secrétaire du syndicat général unitaire du textile de Rouen dans les années 20 ; Denise Champagne, secrétaire générale du syndicat des Fermetures Eclair à Petit-Quevilly ; Lucien Buisson, jeune ouvrier durant la grève de mai-juin 1968 chez Renault à Cléon ; Hélène Caudron, membre du comité rouennais des femmes contre la guerre et le fascisme dans les années 30, secrétaire du syndicat du textile en 1939, secrétaire adjointe de l'Union départementale entre 1946 et 1949, conseillère prud'homale ; Jean Cottin, prêtre ouvrier à la CFR ; Marius Bastide prêtre ouvrier, secrétaire général chez Caillard au Havre ; Jean-Maurice Robert, cheville ouvrière de la création du festival du livre pour la jeunesse à Rouen ; enfin l'activité et le rôle du collectif de camarades dans la défense des sans-papier à l'Union locale de Rouen.

Bien évidemment tous ces textes ne seront pas retenus par l'IHS national, l'histoire de la CGT ne se résume pas à la Seine-Maritime.

Nous avons prévu, par contre, de publier l'ensemble de ces textes dans notre lettre. Un premier épisode est déjà paru avec Rosa Leroy et Jules Durand. La réflexion se poursuit si nous devons, ou non, en faire un numéro du fil rouge. Nous verrons. D'autant que nous devons prendre en compte et faire la promotion des publications de l'IHS National.

Autre sujet commémoratif : les 80 ans de la Sécurité sociale. Nous n'avons encore rien programmé. Là aussi, il faudra que nous abordions ce sujet qui percute l'actualité.

Nos prochaines publications dans le fil rouge traiteront de sujets que nous n'avons, jusqu'à présent, jamais abordés. Je pense notamment à « *L'alcool, fléau du prolétariat* ». A partir d'exemples concrets et un travail fouillé des archives dans notre département, Florent Godguin a rédigé un article sur le sujet. Au cours du XIXème siècle, ici, comme partout en France, la consommation d'alcool ne cesse d'augmenter et se démocratise pour atteindre toutes les couches sociales et notamment les milieux populaires avec le développement des cafés, cabarets et débits de boissons. Si l'ivrognerie est perçue par la bourgeoisie comme un danger sanitaire et social, la classe ouvrière qui est particulièrement concernée par le fléau va prendre la question à bras le corps et développer un militantisme antialcoolique original dans ses pratiques.

Nous reviendrons également sur la parution du livre de John Barzman sur l'histoire des dockers du Havre, de la révolution à nos jours, avec un article de

Jacques Defortescu. Nous évoquerons également avec un article de Pierre Louvard le livre du sociologue Nicolas Renahy, « *Jusqu'au bout Vieillir et résister dans le monde ouvrier* », pour ses similitudes avec notre IHS : « *Ni passifs, ni inactifs, ces anciens ouvriers et ouvrières sont loin d'être mis en retrait par leur retraite. Alors que la fin du monde ouvrier ne cesse d'être annoncée, ces vieilles branches continuent de lutter, d'être solidaires et de transmettre aux plus jeunes le sens du combat contre les injustices. Jusqu'au bout* ».

Nous traiterons, un peu plus tard dans l'année, de l'histoire des Hauts Fourneaux de Grand-Quevilly, à partir d'un travail effectué par André Delestre. Une histoire qui débute en 1704, lorsque Jean-Martin Wendel acquiert les forges de la Rodolphe à Hayanges. Et comment son empire industriel se construit. A Grand-Quevilly, on verra comment le paternaliste prend racine, le rôle de l'extrême droite, le travail des immigrés, le syndicat. Les Hauts Fourneaux ont été démolis en 1976.

Le 31 mars prochain aura lieu le vernissage de notre exposition à Dieppe sur le désarmement du France, il y a 50 ans, et l'histoire de la réparation et de la construction navale. Avec Jean-Louis Jégaden, nous avons actualisé le panneau concernant Dieppe. En 1984, lors de la liquidation des Chantiers de la Manche, une entreprise comprenant une quarantaine de salariés s'était installée. Malgré un carnet de commandes plein, le dépôt de bilan a été déposé en octobre dernier. Un repreneur, c'est aujourd'hui officiel, reprend le chantier avec, pour commencer, une dizaine de salariés. Preuve qu'il n'y a pas de fatalité à la casse industrielle et que la construction et la réparation navale peuvent connaître une résurgence. Le syndicat CGT des marins de Dieppe met à notre disposition une maquette du paquebot « France ». Nous devrions, outre la mairie, être en mesure de nouer à cette occasion un partenariat avec l'association Cercle et Marine. L'exposition sera visible dans le hall de la mairie les trois premières semaines d'avril.

Le 18 juin, ici dans cette salle, nous avons invité à l'initiative de Florent Godguin, Jean Duma Ducange, pour une conférence sur son livre « Jean Jaurès ». Une belle et nouvelle biographie, avec un regard renouvelé qui a fait l'objet de commentaires élogieux lors de sa sortie en novembre dernier. Jean Duma Ducange insiste notamment sur l'influence locale, nationale mais surtout internationale de Jean Jaurès. Il suit les visites du tribun des plus petites villes du

pays jusqu'aux échos et traductions de ses discours dans toute l'Europe – de Milan à Saint-Pétersbourg. De nouvelles archives, à l'occasion, sont mobilisés.

Continuer à militer, pour nous les vieilles branches de la CGT, implique de ne pas se cantonner à l'orchestration et à la transmission, mais aussi se consacrer à la tâche moins visible, de pérennisation de toutes les formes de solidarité.

Continuer à croire et à transmettre : quand le fond de l'air est brun, il n'y a sans doute guère d'autre alternative que de considérer, malgré tout, que le combat continue jusqu'au bout. Nous ne sommes pas les musiciens de l'orchestre du Titanic qui joue leur dernière partition avant que le bateau coule. Il y a un vieux monde qui se défait, et il y aura quelque chose qui va se créer à la place.

Jacky Maussion

Sensiblement à la même période, lors de notre dernière Assemblée Générale, nous avons publié le dernier article de Pierre Largesse dans notre revue « Le fil rouge ». Le titre sous forme d'interrogation : « Elbeuf plus rouge que Louviers ? » renvoyait à une analyse remarquable sur les déterminations électorales différentes dans une même industrie implantée dans deux lieux géographiques éloignés seulement de quelques kilomètres. Cet article, Pierre Largesse l'a rédigé dans sa quatre-vingt-seize année, l'art de vieillir, en quelque sorte, en cultivant la résistance jusqu'au bout.

Ce numéro de notre Fil rouge marquait aussi la fin d'une époque. Depuis, nous avons inauguré une nouvelle formule. Les avis sont partagés, elle se veut plus moderne, mais continue de nous poser quelques difficultés notamment dans le traitement des photos et des documents d'archives qu'il est toujours important de faire partager dans la clarté. Le premier numéro de cette nouvelle formule traitait de la « TRT, histoire d'usine dans la vallée du Cailly ». Ce dossier, rédigé par André Delestre, reprend ce qu'à été la TRT (Télécommunications, radioélectriques et Téléphonies), usine implantée à Déville-lès-Rouen et disparue il y a 20 ans. Il s'agissait du numéro 80, et notre souci devient, après la somme des articles publiés depuis 25 ans, de ne pas tomber dans la répétition, même s'il s'avère quelquefois qu'il peut être utile de reprendre une étude déjà publiée sous un autre angle au regard de l'actualité. Ce numéro traitait

également de l'exposition réalisée par les anciens des Papeteries de la Chapelle à Saint Etienne du Rouvray, et aussi du livre d'Alain Alexandre, adhérent de notre Institut, sur la ville de Maromme, cité industrielle de la vallée du Cailly.

L'année dernière correspondait au 110^{ème} anniversaire du début de la première guerre mondiale. L'évènement, contrairement aux commémorations de 2014, n'a pas fait l'objet d'initiatives particulières. J'avais à l'époque, rédigé un texte qui avait l'objet de plusieurs conférences théâtralisées sur le thème : « Le mouvement ouvrier en Seine-Inférieure durant la première guerre mondiale ». Nous n'avions jamais publié ce texte, c'est maintenant chose faite. Ce numéro mettait aussi en exergue la publication de notre brochure « La lutte de la CGT pour la liberté et le progrès social en Seine-Inférieure, 1939-1945 ». Le texte que nous avons publié revient avec minutie sur les conditions de vie et de travail sous l'occupation ; les conditions de vie et de travail sous l'occupation ; les conditions dans lesquelles s'exerce l'engagement syndical dans la clandestinité ; la Libération ; le Comité départemental de la Résistance ; le congrès unitaire de la reconstruction en 1946. Un texte qui met en évidence, quelles que soient les difficultés et les dangers, l'attitude constante des militantes et des militants de la CGT durant cette période : l'attachement viscéral à l'union et la défense de toutes les revendications des salariés. Cette brochure aurait pu avoir une diffusion modeste et éphémère, mais elle continue de susciter encore aujourd'hui et pour longtemps encore, nous l'espérons, un peu d'intérêt. Dans le même esprit nous avons choisi dans le foisonnement de livres édités sur les résistants de l'Affiche Rouge de souligner l'intérêt de l'ouvrage de Gérard Streiff : Missak et Mélinée Manouchian, préfacé par Didier Daeninckk. La tentation était trop grande de titrer : « Entre ici Manouchian » référence explicite au discours d'André Malraux lors de l'entrée au Panthéon de Jean Moulin. Dans le numéro suivant, nous avons aussi parlé du livre de Sophie Binet, « Il est minuit moins le quart », il y a quatre vingt ans dans une France vaincue par l'Allemagne nazie le Conseil National de la Résistance inventait une société nouvelle. Autant de sujets qui percutent l'actualité. Nous avons tenu, sous forme de clin d'œil à souligner la parution de l'ouvrage « EPR Flamanville : un chantier sous pression » initié par le Comité régional CGT de notre région. Ce livre arrive à point nommé au moment ou un autre chantier, celui de Penly, situé dans l'agglomération de Dieppe, pose ses premières pierres. Durant plus d'une décennie, ce chantier pas comme les autres, a fait l'objet de controverses, d'oppositions, et de remise en cause de sa pertinence et de son utilité. D'où sans

doute, l'importance de cette publication qui fait office d'un retour d'expérience, dont tous les acteurs de ce projet devraient s'inspirer.

Nous avons enchaîné sur un sujet complètement différent avec le 50^{ème} anniversaire du paquebot « France » et la construction et réparation navale en Seine-Maritime. Une publication qui s'appuie, sur un travail collectif réalisé au Havre durant plusieurs mois, qui a fait l'objet d'une exposition et de la publication d'un catalogue. Je vais y revenir. Cette exposition, en effet, va continuer sa route et prendre le chemin dans plusieurs villes de notre département qui ont aussi, été marqué, par ce fleuron de l'industrie et dont l'histoire continue de s'inscrire au présent. Sans oublier dans un autre registre l'inauguration de la rue André Babin à Saint-Etienne-du-Rouvray. Plus d'une centaine de camarades étaient présents pour l'occasion. Signe du grand, écrit Sylvain Brière qui a pris la parole au nom de notre Institut, le voile qui qui dissimulait son nom n'a pas attendu, la bise très froide d'avril s'en est chargée, précédant ainsi et au mieux l'évocation du fil de son parcours militant.

J'ajoute que nous avons publié une brochure à l'occasion du 80^{ème} anniversaire de la Libération. Celle-ci détaille les conditions dans lesquelles les militants de la CGT dans notre département ont participé à la Résistance, à la Libération, et à la reconstruction du pays. Cet ensemble de plusieurs textes couvrent toute cette période jusqu'au congrès de l'Union départementale en 1946. Elle pourra suivre son chemin à l'occasion de la commémoration du 8 mai 1945.

Dernier numéro avant celui qui sera publié après notre Assemblée Générale, Le train Dieppe/Gisors/Paris l'histoire d'une lutte rédigée par André Delestre, qui se poursuit. ET pour ne pas être en reste avec les cheminots, le drame au dépôt SNCF de Sotteville-lès-Rouen du 5 septembre 1942, rédigé par Sylvain Brière. Nous avons également rendu compte de notre participation à l'inauguration d'une plaque commémorative « Jules Durand » à Rouen, de l'exposition sur « La fermeture Eclair » (1924-1989) à Petit-Quevilly, par Michel Croguennec archiviste de la ville et adhérent de notre Institut. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette initiative. J'en profite pour signaler son ouvrage sur l'Histoire du gaz en Normandie.

A partir de notre revue le Fil rouge, on peut dresser un panorama de nos activités. Mais cela n'est pas suffisant. Il faut aussi parler de notre lettre, de notre site, qui régulièrement, outre le contact avec nos adhérents, les

organisations de la CGT, donnent à voir l'ensemble de nos activités et de nos interventions.

Depuis des années, nous nous interrogeons sur la diffusion de notre revue, son impact, avec ce constat toujours un peu amer que nous dépensons beaucoup d'énergie pour un maigre résultat.

Je crois qu'il faut s'interroger sur notre cible prioritaire : les syndiqués et les syndicats. Nous avons entrepris une réflexion sur ce sujet avec la direction de notre Union départementale. Cela fera l'objet d'un débat à l'une des réunions de la commission exécutive. L'objectif est d'abonner tous les syndicats au fil rouge. Nous avons ainsi, pour la première fois, envoyé notre revue aux 250 bases organisées de la CGT dans notre département. Reste à mener une bataille de conviction, de contacter le maximum de syndicats afin d'expliquer l'intérêt pour tous de disposer d'une revue qui participe à la formation et à l'éducation syndicale des militants.

C'est vrai que nous ne faisons pas tout bien et que nous avons des insuffisances. Nous sommes comme une équipe de rugby. Nos règles sont étranges : pour aller de l'avant, il faut toujours regarder en arrière. C'est comme l'histoire, connaître son passé, c'est s'éviter de refaire les mêmes erreurs. Oui, notre IHS, c'est une équipe de rugby, on regarde derrière pour avancer.

Parler de l'actualité sociale et politique est devenu un exercice surréaliste qui met les nerfs à rude épreuve car il révèle la folie de ce monde où une information totalement énorme le lundi est oubliée le vendredi. Il nous donc éviter d'être consensuel si nous ne voulons pas passer à côté de l'essentiel.

Dans l'automobile, la chimie ou la grande distribution, et dans bien d'autres branches, les licenciements se succèdent. La CGT évoque des centaines de milliers d'emplois. Pourtant malgré l'échec patent de sa politique, le gouvernement accélère : le temps de travail devrait augmenter, le nombre d'agents diminuer dans plusieurs services publics. Au parlement, une majorité très relative enfermée dans ses dogmes, défend encore et toujours, les allègements de cotisations sociales.

Les élus de droite et de l'extrême centre, toutes tendances confondues, comme ceux de l'extrême droite, s'acharnent à exiger d'abaisser ce qu'ils nomment le *coût du travail* (les salaires et la protection sociale) au nom de la compétitivité, au risque d'assécher les ressources de la Sécurité sociale et le financement des retraites. Leur obsession consiste à désagréger ce qui reste de *l'Etat social* qui

contribue à la cohésion nationale et au recul des inégalités. Haro sur l'Etat qui contrôle, par exemple, le respect des normes dans le travail, des normes écologiques dans la fabrication, celui qui réprime la fraude et l'évasion fiscale.

Les entreprises qui reçoivent à fonds perdus des aides et des subventions conduisent leurs propres stratégies : elles délocalisent, sous-traitent, évacuent les salariés âgés et intensifient le travail de ceux qui restent. La pression s'accroît sur les fonctionnaires, boucs émissaires faciles du manque de dysfonctionnements politiques. Au parlement, le *bloc bourgeois* martèle que des économies sur le budget de l'Etat comme sur celui de l'assurance-chômage doivent compenser les aides aux entreprises, les baisses d'impôt, et les cadeaux fiscaux aux plus riches.

Dans ce contexte, les incitations au compromis ne manquent pas. Il faudrait rapprocher les points de vue et se mettre d'accord. Sur quoi ? Bernard Arnault, les grands patrons, les milliardaires, ont donné la réponse : sur tout ce qui reste en dehors d'une vraie rupture avec les décisions politiques qui ont conduit à la situation que nous vivons. Pas question de toucher aux boursicoteurs, pas question d'abroger la « réforme » des retraites, pas question d'augmenter le SMIC, pas question d'une véritable justice fiscale. Les militants syndicaux de la CGT savent, par expérience, ce que signifie un compromis. Le compromis n'a jamais consisté à accompagner un recul social. Ils ne sont pas de ceux qui considèrent que le gouvernement leur fait déjà beaucoup de bien lorsqu'il ne leur fait pas trop de mal.

La situation internationale, avec notamment l'élection d'un président d'extrême droite, dessine une stratégie globale cohérente pour imposer un nouvel ordre mondial autoritaire. Là aussi, il convient de décrypter et d'aller à l'essentiel pour ne pas perdre pied.

Au-delà du comportement du personnage et de ses méthodes peu conventionnelles, c'est une cohérence diplomatique qui commence à se dessiner. Trois traits peuvent être distingués.

Le premier tient à l'imposition de l'unilatéralisme. En somme, le président de la principale puissance mondiale décide seul et discute, dans un déséquilibre de forces évident, avec chacun des interlocuteurs concernés et soigneusement isolés. Donald Trump prétend ainsi régler la guerre en Ukraine sans associer les pays européens et /ou l'Union européenne. Même l'Otan est ravalé au rang de simple exécutante : les pays membres (au nombre de 32) devront envoyer des

soldats sur place, dans le cadre d'une *mission hors Otan*. On ne parle même plus de l'ONU, pourtant clé de voute de l'architecture des relations internationales dessinée après la Seconde Guerre mondiale, condamnée à l'inaction.

Même l'Ukraine n'a pas voix au chapitre dans une *négociation* qui l'intéresse pourtant au plus point, puisqu'elle concerne son intégrité territoriale. En position de faiblesse l'Ukraine paie peut-être deux fois l'addition de l'agression russe avec des territoires perdus au bénéfice de Moscou et avec des terres rares et riches en minerais concédés aux Etats-Unis n contrepartie du maintien d'une aide économique et militaire. Une forme de racket diplomatique que Donald Trump ne prend même pas soin de déguiser.

Donald Trump décide seul...et les autres exécutent, c'est la deuxième caractéristique. Les Etats-Unis indiquent le cap, mais ne veulent ni cambouis ni sang sur les mains. Les autres pays sont donc *invités* à en assumer les conséquences. Au moyen Orient, l'Egypte et la Jordanie, deux alliés des Etats-Unis, sont priés d'accueillir 2 millions de Gazaouis, faute de quoi Donald Trump les frapperait au portefeuille. Si aucun GI n'était envoyé sur les rives du Méditerranéen, il faudrait bien une force capable de s'assurer de la désertification du lieu. L'armée israélienne apparait ici comme le sous-traitant *naturel* de cet exil forcé de plus de 2 millions de personnes. Aux confins orientaux de l'Europe, c'est l'UE, qui, sans avoir voix au chapitre, apprend un beau matin que l'adhésion de l'Ukraine fait partie du *deal*.

Donald Trump décide seul, les autres exécutent...mais toujours au bénéfice des forces réactionnaires. Benjamin Netanyahu et Vladimir Poutine, tous deux visés par un mandat de la Cour pénale internationale, font figure de grands vainqueurs du retour du milliardaire dans le bureau Ovale. Jouant des muscles de la puissance américaine, Donald Trump tente d'offrir sur un plateau Gasa (et bientôt la Cisjordanie) à Benjamin Netanyahu et la Crimée et le Dombass à Vladimir Poutine.

S'appuyant sur une rhétorique *pacifique*, qui rencontre un écho majoritaire dans son propre pays, *vacciné* des aventures guerrières, il donne l'illusion des sortir des guerres, mais en préparant un monde plus injuste. D'un côté il assume de se livrer à un crime contre l'humanité que constitue un déplacement forcé de population. De l'autre, il propose d'acter, donc de valoriser, la politique de la force et du fait accompli. Dans les deux cas, le droit international est piétiné, les *règles* communes, souvent mises à mal dans le passé, carrément dépecées.

A défaut de s'envisager de nouveau comme le gendarme du monde, notion qui implique une mobilisation militaire directe, le président nationaliste veut clairement *gendarmer* le monde, s'appuyant sur la menace de ses bras armés (la prédominance économique avec un quart du PIB mondial et la plus imposante armée du monde) afin d'imposer ses diktats et , in fine, une sorte de nouvel ordre mondial où la force primera sur le droit et où l'internationale réactionnaire, l'extrême droite, dictera le tempo.

Nous constatons que la peste brune a envahi l'Europe depuis des années. Une peste qui a tendance à devenir de plus en plus contagieuse. L'Europe, et les politiques qu'elle mène, sont un puissant accélérateur de l'extrême droite. Originellement constituée autour de valeurs de paix et humanistes, l'Europe voit ses mots désormais remplacés par libre-échange, concurrence, guerre commerciale...

Le dumping social est en train de faire exploser l'Europe, et pousse des millions de gens dans les bras de l'extrême droite, voire vers des organisations politiques ouvertement fascistes. Aujourd'hui, celles et ceux qui ont le vent en poupe ont au cœur de leur idéologie, la construction de murs de protection et une politique anti-migrants. Enfin, en validant à tour de bras des traités de libre-échange – qui mettent en danger non seulement l'avenir de la planète, mais aussi la santé de millions de personnes – sans jamais consulter les peuples, l'Europe favorise l'émergence des mouvements identitaires.

Il y a urgence à sortir du duo mortifère : « *Avec d'un côté l'acharnement des gouvernements ultralibéraux à poursuivre les mêmes politiques, alors que les peuples sont contre, et de l'autre, les ultranationalistes xénophobes et racistes qui mènent le combat pour le capital sur le terrain du nationalisme* ». Le combat contre l'extrême droite doit être mené aussi à l'échelle européenne, ce niveau n'est pas secondaire, il y a urgence à construire une réponse progressiste à l'échelle européenne. L'idée de solidarité en Europe peut disparaître. L'intérêt historique du mouvement ouvrier passe obligatoirement par une réponse de progrès internationaliste. Il faut une réponse qui écarte les deux mâchoires, celle du libéralisme et celle de l'extrême droite.

La CGT a publié de nombreux textes sur la nature et le danger que représente l'extrême droite dans notre pays. Nous intervenons régulièrement sur le sujet.

Un parti capable de gagner huit millions de voix en vingt ans ? Voilà qui interroge. Quelle est sa recette ? Et en quoi consistent ses ingrédients

idéologiques ou sociologiques ? Sur ces sujets comme sur tant d'autres pas moins de 210 livres ont été publiés entre 1980 et 2017, et le flot ne s'est pas tari.

Le vote en faveur de l'extrême droite dans certains territoires, est devenu une sorte de norme – non pas une déviance, un geste honteux dont il faudrait se cacher, mais un acte que l'on peut revendiquer, une fierté. Ainsi signifie-t-on qu'on n'est pas un *assisté*, un *fainéant*, bref de *ceux qui profitent du système*.

Force est de constater que les questions économiques et sociales, pourtant au cœur des préoccupations, ont disparu des débats, au profit notamment des faits divers. Une logique concurrentielle entre les classes populaires s'est installée. On cherche, par exemple, à se distinguer par rapport à ceux qui sont au-dessus ou en dessous de nous, ceux qui ne travaillent pas : les bénéficiaires du RSA, « *les cassos* » (contraction péjorative pour cas sociaux). Tout se passe comme si la lutte des classes avait tendance à s'estomper au profit d'une représentation du monde et de la société de *parasites* en haut et en bas accrochée à la colonne vertébrale du racisme et du rejet de tout ce qui est différent ou qui vient d'ailleurs.

La question du travail dans la vie des gens semble très importante. On disait beaucoup, il y a dix ans, que le vote en faveur de l'extrême droite était un vote de colère. Là, les gens qui ont de petits moyens ont peur de tomber plus bas. On voit aussi que travailler coûte cher : il faut payer l'essence, la voiture, la garde des enfants. Il y a un sentiment plus large lié à l'évolution de la structure économique et sociale. La possibilité d'une ascension sociale s'est effondrée. Les métiers dits de « *première* » et « *deuxième ligne* » ne sont pas reconnus. C'est très mal vécu. Marine Le Pen s'est posée en porte-parole des sans-grades. Et elle est devenue audible sur les sujets sociaux. Elle a réalisé le tour de force d'attirer des gens qui ne se définissent pas comme racistes. Et quand d'autres reprennent son discours, l'uniforme à l'école ou la submersion migratoire, par exemple, ils s'inscrivent dans les pas du Rassemblement National et le légitime. Cet accommodement avec les idées de l'extrême droite traduit un vide idéologique et une incapacité à proposer un autre récit. Mais le vote en faveur en sa faveur reste fragile, c'est un parti attrape-tout qui concentre beaucoup de contradictions, avec un électorat très dépolitisé. C'est l'une des raisons pour laquelle il faut remettre en permanence la question économique et sociale au cœur des débats.

Une question rappelée récemment dans la presse syndicale avec les 10 chantiers de la CGT : retraites ; salaires ; Sécurité sociale ; énergie ; logement ; services publics ; immigration ; environnement ; emploi ; assurance-chômage.

J'ai évoqué la nécessité de proposer, à propos de l'extrême droite, un autre récit, dit autrement la nécessité de proposer une perspective à gauche crédible et mobilisatrice. Même si nous n'y sommes pas indifférents il n'est pas dans nos attributs de porter une appréciation sur les débats actuels entre les partis de gauche. Je me contenterai donc de quelques rappels. Historiquement, les partis de gauche ont été moins unis que divisés. Et les unions étaient provisoires.

Si on emploie le mot « *gauche* » en ne parlant pas des partis, le peuple, ceux qui votent à gauche, ont quelque chose en commun (notions de liberté et d'égalité, auxquelles s'est ajoutée la fraternité avec la révolution de 1848 ...idéologie fondée elle-même sur trois idées : la raison en marche, la rationalité, le progrès et enfin la République.

Le sociologue et philosophe Edgar Morin affirme que pour se reconstruire, une pensée de gauche doit d'abord partir de l'union des sources qui ont été au début, liées et qui se sont séparées. Puister affirme-t-il à la source libertaire qui signifie l'individu, penser à l'épanouissement de l'individu. Il faut renouer avec la source socialiste. Son but est que la société soit meilleure. La source communiste : il faut la fraternité communautaire. Et il faut ajouter, enfin, la source nouvelle de l'écologie, qui invite à des rapports nouveaux entre les humains et la nature.

La gauche reste aujourd'hui encore pénalisée par le double échec du soviétisme et de la social-démocratie. Elle se mobilise dans la rue et au parlement, mais elle n'a pas retrouvé l'élan d'une vision émancipatrice partagée, comme celle qui stimula le mouvement ouvrier historique. Elle a des propositions, mais on ne voit pas le projet qui les sous-entend. Or, la colère sans l'espérance peut se muer en découragement, puis en ressentiment.

A ce jour, la gauche n'a pas regagné les catégories populaires, l'abstention s'incruste et la tentation de l'extrême droite prospère.

Rien de positif ne peut advenir si la gauche est engluée dans un petit tiers des suffrages exprimés, si elle ne sait pas se rassembler dans le respect de sa diversité, si elle n'offre pas une perspective politique solide aux mécontents et si elle n'appuie pas cette perspective sur un projet lisible pour la France.

La gauche a toujours été polarisée entre l'hypothèse de la rupture avec l'ordre aliénant du capital et le choix de l'accommodement pour améliorer les choses sans attendre. Si l'objectif de chaque pôle est la destruction de l'autre, il n'y a pas de majorité possible.

Quant à l'expérience, elle a montré que, lorsque l'esprit de rupture est minoré, l'accompagnement tourne à la capitulation à l'image d'une social-démocratie engluée dans le social-libéralisme. On peut donc tout faire pour qu'un parti pris de rupture donne le ton sans jamais oublier que le concours de toute la gauche est l'horizon nécessaire des majorités à venir.

Si nous avons évoqué brièvement le bilan de notre activité ces derniers mois, il convient aussi de mettre en exergue nos projets. Vous le savez, notre organisation syndicale née au congrès de Limoges en 1895 existe depuis 130 ans. Une vieille dame, disait déjà, il y a quelques décennies Benoît Frachon, qui ajoutait, certains ne l'aiment pas mais tous la respectent. Ce n'est pas la citation exacte, mais l'esprit est respecté. Il n'y a rien de nostalgique derrière ce propos, au contraire. La Confédération Générale du Travail reste une belle idée, une belle opportunité pour toutes et tous ceux qui sont attachés au progrès social et à la transformation sociale de la société. Au niveau national, l'IHS a imaginé le projet de permettre à comprendre et à apprécier cette histoire, en dressant le portrait de 130 militantes et militants qui donne à voir les différentes sensibilités et les motivations de celles et de ceux qui ont fait la CGT, qui continuent à la faire vivre, aujourd'hui et pour longtemps encore. Une exposition est prévue accompagnée de la publication d'un livre.

Nous nous sommes inscrits dans cette démarche. Nous avons essayé de respecter l'esprit, le fond et la forme. Pour la forme, on n'a pas toujours été très disciplinés.

Nous avons rédigé 12 articles : Rosa Leroy, première présidente d'un syndicat avant même la naissance de la CGT. Elle fut la dirigeante du syndicat de la Manufacture des tabacs à Dieppe ; Jules Durand, secrétaire du syndicat des ouvriers dockers charbonniers au Havre, condamné à mort en 1910, devenu emblématique de la répression syndicale et de la violence de classe ; Henri Gautier, l'un des animateurs de la grande grève des métallos du Havre en 1922, devenu l'un des dirigeants de la Fédération de la métallurgie, résistant, déporté ; Louis Eudier, secrétaire général de l'Union locale du Havre et la première occupation d'une usine en 1936 à l'usine Bréguet, résistant et déporté ;

Germaine Goujon, dirigeante de la CGTU, secrétaire du syndicat général unitaire du textile de Rouen dans les années 20 ; Denise Champagne, secrétaire générale du syndicat des Fermetures Eclair à Petit-Quevilly ; Lucien Buisson, jeune ouvrier durant la grève de mai-juin 1968 chez Renault à Cléon ; Hélène Caudron, membre du comité rouennais des femmes contre la guerre et le fascisme dans les années 30, secrétaire du syndicat du textile en 1939, secrétaire adjointe de l'Union départementale entre 1946 et 1949, conseillère prud'homale ; Jean Cottin, prêtre ouvrier à la CFR ; Marius Bastide prêtre ouvrier, secrétaire général chez Caillard au Havre ; Jean-Maurice Robert, cheville ouvrière de la création du festival du livre pour la jeunesse à Rouen ; enfin l'activité et le rôle du collectif de camarades dans la défense des sans-papier à l'Union locale de Rouen.

Bien évidemment tous ces textes ne seront pas retenus par l'IHS national, l'histoire de la CGT ne se résume pas à la Seine-Maritime.

Nous avons prévu, par contre, de publier l'ensemble de ces textes dans notre lettre. Un premier épisode est déjà paru avec Rosa Leroy et Jules Durand. La réflexion se poursuit si nous devons, ou non, en faire un numéro du fil rouge. Nous verrons. D'autant que nous devons prendre en compte et faire la promotion des publications de l'IHS National.

Autre sujet commémoratif : les 80 ans de la Sécurité sociale. Nous n'avons encore rien programmé. Là aussi, il faudra que nous abordions ce sujet qui percute l'actualité.

Nos prochaines publications dans le fil rouge traiteront de sujets que nous n'avons, jusqu'à présent, jamais abordés. Je pense notamment à « *L'alcool, fléau du prolétariat* ». A partir d'exemples concrets et un travail fouillé des archives dans notre département, Florent Godguin a rédigé un article sur le sujet. Au cours du XIXème siècle, ici, comme partout en France, la consommation d'alcool ne cesse d'augmenter et se démocratise pour atteindre toutes les couches sociales et notamment les milieux populaires avec le développement des cafés, cabarets et débits de boissons. Si l'ivrognerie est perçue par la bourgeoisie comme un danger sanitaire et social, la classe ouvrière qui est particulièrement concernée par le fléau va prendre la question à bras le corps et développer un militantisme antialcoolique original dans ses pratiques.

Nous reviendrons également sur la parution du livre de John Barzman sur l'histoire des dockers du Havre, de la révolution à nos jours, avec un article de

Jacques Defortescu. Nous évoquerons également avec un article de Pierre Louvard le livre du sociologue Nicolas Renahy, « *Jusqu'au bout Vieillir et résister dans le monde ouvrier* », pour ses similitudes avec notre IHS : « *Ni passifs, ni inactifs, ces anciens ouvriers et ouvrières sont loin d'être mis en retrait par leur retraite. Alors que la fin du monde ouvrier ne cesse d'être annoncée, ces vieilles branches continuent de lutter, d'être solidaires et de transmettre aux plus jeunes le sens du combat contre les injustices. Jusqu'au bout* ».

Nous traiterons, un peu plus tard dans l'année, de l'histoire des Hauts Fourneaux de Grand-Quevilly, à partir d'un travail effectué par André Delestre. Une histoire qui débute en 1704, lorsque Jean-Martin Wendel acquiert les forges de la Rodolphe à Hayanges. Et comment son empire industriel se construit. A Grand-Quevilly, on verra comment le paternaliste prend racine, le rôle de l'extrême droite, le travail des immigrés, le syndicat. Les Hauts Fourneaux ont été démolis en 1976.

Le 31 mars prochain aura lieu le vernissage de notre exposition à Dieppe sur le désarmement du France, il y a 50 ans, et l'histoire de la réparation et de la construction navale. Avec Jean-Louis Jégaden, nous avons actualisé le panneau concernant Dieppe. En 1984, lors de la liquidation des Chantiers de la Manche, une entreprise comprenant une quarantaine de salariés s'était installée. Malgré un carnet de commandes plein, le dépôt de bilan a été déposé en octobre dernier. Un repreneur, c'est aujourd'hui officiel, reprend le chantier avec, pour commencer, une dizaine de salariés. Preuve qu'il n'y a pas de fatalité à la casse industrielle et que la construction et la réparation navale peuvent connaître une résurgence. Le syndicat CGT des marins de Dieppe met à notre disposition une maquette du paquebot « France ». Nous devrions, outre la mairie, être en mesure de nouer à cette occasion un partenariat avec l'association Cercle et Marine. L'exposition sera visible dans le hall de la mairie les trois premières semaines d'avril.

Le 18 juin, ici dans cette salle, nous avons invité à l'initiative de Florent Godguin, Jean Duma Ducange, pour une conférence sur son livre « Jean Jaurès ». Une belle et nouvelle biographie, avec un regard renouvelé qui a fait l'objet de commentaires élogieux lors de sa sortie en novembre dernier. Jean Duma Ducange insiste notamment sur l'influence locale, nationale mais surtout internationale de Jean Jaurès. Il suit les visites du tribun des plus petites villes du

pays jusqu'aux échos et traductions de ses discours dans toute l'Europe – de Milan à Saint-Pétersbourg. De nouvelles archives, à l'occasion, sont mobilisés.

Continuer à militer, pour nous les vieilles branches de la CGT, implique de ne pas se cantonner à l'orchestration et à la transmission, mais aussi se consacrer à la tâche moins visible, de pérennisation de toutes les formes de solidarité.

Continuer à croire et à transmettre : quand le fond de l'air est brun, il n'y a sans doute guère d'autre alternative que de considérer, malgré tout, que le combat continue jusqu'au bout. Nous ne sommes pas les musiciens de l'orchestre du Titanic qui joue leur dernière partition avant que le bateau coule. Il y a un vieux monde qui se défait, et il y aura quelque chose qui va se créer à la place.